de placer ses biens de telle sorte qu'ils soient difficilement liquidables par rapport à d'autres contribuables qui possèdent des biens liquides. Il faut évidemment, que le régime fiscal permette de liquider ces biens avec ordre, pourvu que les créances de la Couronne soient garanties et que soit prévu le paiement d'un intérêt convenable. Tant que le calcul de l'impôt peut se faire facilement, il semble n'y avoir aucune excuse valable pour les contribuables qui ne pouvoient pas au paiement des impôts qui grèveront leur succession.

Les membres du Nouveau parti démocratique n'ont pas mentionné dans leurs discours que les cultivateurs aussi bien que les citadins étaient visés par cette proposition. Les gens des régions urbaines seraient peut-être intéressés de savoir comment les recommandations de la Commission Carter auraient pu les toucher. Je cite un extrait de l'article de Eric Dowd, paru dans le *Telegram* de Toronto du 31 janvier:

Presque toutes les maisons dans le Toronto métropolitain valent aujourd'hui \$20,000, au bas mot, a dit un fonctionnaire de Queen's Park.

Leur prix moyen est d'environ \$30,000 ...

Pour la plupart des gens, il aurait fallu hypothéquer la maison pour acquitter le nouvel impôt ...

Et l'article dit en partie:

Des pressions s'exercent sur la province pour qu'elle hausse l'exemption. Un comité spécial de l'Assemblée législative a demandé instamment, l'an dernier, qu'elle soit portée à \$90,000.

A son avis, une succession de \$75,000 n'était pas celle d'un riche ...

Pour moi, tel est le nœud de l'affaire. Le ministre a compris que le rapport pouvait faire l'effet d'une bombe. Il aurait affecté tous les propriétaires de maisons à Toronto. Sa propre circonscription aurait été touchée et ses jours auraient été comptés. Ce ne sont pas les régions rurales qui inquiétaient le ministre. Comme il l'a dit, il a été influencé par les régions urbaines de Toronto, dont proviennent tant de députés libéraux. Ce sont les gens de ces régions qui l'ont fait changer d'idée.

La Commission Carter avait alors préconisé des mesures qui auraient touché chaque chef de famille. Le ministre, voyant le danger, a changé d'idée. Un point de cette mesure dont il faut féliciter le ministre, c'est la disposition qui prévoit une exemption pour les épouses, disposition qui rallie tout le monde. Je regrette d'avoir à m'arrêter là dans mes félicitations, car à partir de là, le ministre est beaucoup plus dur envers les petites entreprises.

Qu'a-t-il fait à l'égard des successions de \$20,000? Il a introduit un impôt des plus injustes et, après une période de gestation, il a dit: «Inutile; nous retirons cet impôt et revenons à l'ancienne formule.» Mais ce n'est pas ce qu'il a fait. Le point qu'a fait valoir tantôt un porte-parole des néo-démocrates est bien

[M. Korchinski.]

fondé. En fait, le ministre a frappé les successions inférieures à \$100,000 d'un taux d'impôt plus élevé que les successions dépassant \$100,000. D'après ce tableau, en vertu de la loi actuelle, l'impôt sur une succession de \$60,000, s'élèverait à \$2,600 s'il y a un enfant, alors qu'en vertu de la loi proposée, il serait de \$4,800. Une fois que les successions atteignent un niveau plus élevé et que les gens sont plus en mesure de verser plus d'impôts, le ministre leur facilite les choses en réduisant leurs impôts.

Selon la loi actuelle, l'impôt sur une succession de \$100,000 serait de \$15,160, mais en vertu de la loi proposée, il serait de \$13,200. Les successions dont la valeur est de \$60,000 seront assujetties à un impôt plus élevé qu'auparavant. On a facilité les choses pour le millionnaire, en lui faisant économiser de \$70,000 à \$80,000. Aux termes de la loi actuelle, on prélève \$511,000 d'une succession de 1 million, alors que grâce à la modification proposée, on ne prélèvera plus que \$434,000. Voilà comment le ministre favorise les millionnaires.

• (9.40 p.m.)

L'hon. M. Benson: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Puisque le député consulte les tableaux, la Chambre ne pourrait-elle pas nous permettre de les faire imprimer tous dans le *hansard*, en regard du discours du député?

M. Korchinski: Je n'y vois aucun inconvénient. En fait, cela confirmerait ma thèse, soit qu'à partir de \$100,000, il est plus facile de payer les droits de succession. En fait, les droits étaient beaucoup plus élevés qu'ils ne le seront.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je ne sais si le ministre a invoqué le Règlement formellement ou en guise d'interpellation. Pour faire déposer ces documents, le ministre doit avoir l'autorisation de la Chambre. Je ne sais pas quelle était son intention.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, les citations de l'honorable député sont extraites des tableaux que je lui ai donnés. J'allais demander le consentement unanime de la Chambre pour faire imprimer en entier les tableaux dans le *hansard* en regard de son discours, afin que tous puissent prendre connaissance des chiffres.

M. l'Orateur suppléant: La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

(Note de l'éditeur: Voici les tableaux en question.)